



07.12.2007 - 16:31 Uhr

Péages: non à un nouvel impôt avec des retombées sociales néfastes

Bern (ots) -

Le TCS s'oppose catégoriquement à l'introduction de péages urbains extrêmement coûteux à l'installation comme à l'exploitation et qui tendent à exclure les plus démunis de la mobilité motorisée.

Contrairement à ce que prétend le Conseil fédéral, les experts du programme de recherche « Tarification de la mobilité » ont estimé « qu'en vertu des problèmes actuels en matière de trafic, les avantages des systèmes de péages (mobility pricing) devraient être trop restreints pour justifier leur introduction. »

Malgré cette vérité et le fait que la situation en matière de trafic de nos villes ne peut être comparée avec celle de Londres ou de Stockholm, le Conseil fédéral propose aujourd'hui de tenter des essais-pilotes extrêmement coûteux, essais qu'il prévoit d'interrompre si les résultats ne sont pas concluants. Le TCS précise à cet égard que le péage de Stockholm a coûté 600 millions de francs à l'installation et qu'à Londres, il faut près de 50% des recettes du péage pour financer son exploitation.

En plus d'un rapport coûts-recettes catastrophique, le TCS tient à dénoncer le caractère fondamentalement antisocial de ces péages. En effet, il est évident que si l'on restreint le trafic en jouant sur les prix, on atteint d'abord la mobilité des personnes à revenus modestes.

Finalement, le TCS s'oppose à la levée d'un nouvel impôt sur les automobilistes, qui font déjà face à une importante hausse des prix de l'essence. Il rappelle que le Parlement a récemment libéré 20 milliards de francs pour l'amélioration de la situation en matière de trafic, notamment dans les agglomérations. Des investissements entièrement financés par la route et sans aucune charge supplémentaire pour les contribuables.

Contact:

Gérard Métrailler, Chef politique du TCS, tél.: 079 777 83 27